



Agence nationale du médicament vétérinaire
14 rue Claude Bourgelat
Parc d'Activités de la Grande Marche
CS 70611 - 35306 FOUGERES CEDEX – France
Téléphone : + 33 (0)2 99 94 66 65

Etablissement n° 1881

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE NATIONALE DE SECURITE SANITAIRE DE L'ALIMENTATION,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TRAVAIL,

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 5142-2 et R. 5142-15,

Vu l'autorisation d'ouverture n° V 0593/81 du 19/02/1982, octroyée à l'entreprise BOIRON, pour l'établissement exploitant de médicaments vétérinaires situé CHEMIN DU TOREY, LIEUDIT BEL AIR, 69340 FRANCHEVILLE,

Vu le courrier reçu le 04/02/2020, de l'entreprise BOIRON, demandant l'abrogation de l'autorisation d'ouverture de l'établissement susvisé, suite au transfert de l'activité d'exploitation de médicaments vétérinaires limitée au stockage vers l'établissement BOIRON situé 20 RUE DE LA LIBERATION, 69110 STE FOY LES LYON,

Considérant l'arrêt de toute activité pharmaceutique vétérinaire au sein de l'établissement de FRANCHEVILLE,

DECIDE :

ARTICLE 1 - L'autorisation d'ouverture n° V 0593/81 du 19/02/1982 susvisée, accordée à l'entreprise BOIRON, pour l'établissement exploitant de médicaments vétérinaires situé CHEMIN DU TOREY, LIEUDIT BEL AIR, 69340 FRANCHEVILLE, est abrogée par la présente décision enregistrée sous le n° V 256904/20.

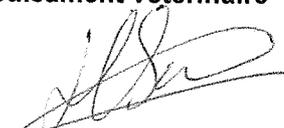
ARTICLE 2 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail ou du Directeur de l'Agence nationale du médicament vétérinaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Ce n'est qu'après un rejet explicite de ce recours ou un rejet implicite résultant du silence gardé par le Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail ou par le Directeur l'Agence nationale du médicament vétérinaire pendant deux mois, qu'un recours contentieux peut être intenté auprès du tribunal administratif dont dépend l'entreprise ou dans le ressort duquel est situé le siège social de l'entreprise.

L'exercice d'un recours n'est pas suspensif de l'interdiction de réaliser des opérations pharmaceutiques vétérinaires découlant de l'abrogation de l'autorisation d'ouverture.

ARTICLE 3 - L'adjoint au directeur en charge des décisions administratives est responsable de l'exécution de la présente décision.

Fait à Fougères, le 10/02/2020

**Pour le Directeur général de l'Agence nationale de sécurité
sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail,
et par délégation,
l'Adjoint au directeur en charge des décisions
administratives de l'Agence nationale du
médicament vétérinaire**



Mickaëlle SACHET